

2018

CORRIGÉ

ESH

CONCOURS
ECRICOME
PREPA

VOIE ECONOMIQUE ET
COMMERCIALE

OPTION ECONOMIQUE

ESPRIT DE L'ÉPREUVE

■ ESPRIT GÉNÉRAL

L'enseignement d'économie, sociologie et histoire du monde contemporain a pour objectif l'analyse et la compréhension du monde contemporain, du XIX^e siècle à nos jours, grâce à trois approches complémentaires, la science économique, l'histoire économique et sociale, et la sociologie.

Cette matière se situe dans la continuité des enseignements de la série économique et sociale du baccalauréat général. Elle est caractérisée par l'interdisciplinarité entre l'analyse économique, historique et sociale. Les candidats doivent maîtriser les principaux concepts, mécanismes et modèles de l'analyse économique, en articulation avec le cours d'économie approfondie lorsque le sujet s'y prête. L'étude des analyses théoriques et des fondements méthodologiques de l'économie et de la sociologie ne doit pas faire perdre de vue la dimension historique : les étudiants doivent savoir mobiliser et mettre en perspective de façon pertinente les principaux phénomènes économiques et sociaux depuis le début du XIX^e siècle. Enfin, ils doivent également maîtriser les éléments de base, les méthodes et démarches de la sociologie.

Les candidats ne doivent pas oublier de définir avec précision les concepts mobilisés, et doivent expliquer comment ils parviennent à leurs conclusions, en confrontant l'analyse économique et sociale aux données de l'histoire des deux derniers siècles. Les candidats doivent donc être capables d'organiser une réflexion personnelle et argumentée sur les questions proposées : il n'est pas pertinent de chercher à collectionner les citations et références à des ouvrages, si celles-ci ne sont que plaquées, et ne servent pas à alimenter la réflexion du candidat : la précision des connaissances est indispensable, mais l'érudition ne doit pas remplacer l'argumentation. Le jury attend donc un argumentaire bien construit et un choix de références appropriées tant sur le plan théorique que factuel. Jamais la correction des copies ne sanctionne les opinions exprimées.

L'épreuve est composée de deux sujets proposés au choix des candidats. Le sujet choisi doit être traité sous forme de dissertation. Les sujets peuvent couvrir en totalité ou en partie le champ historique du programme, voire se limiter à une période récente. Ils ne correspondent jamais à une question de cours et offrent toujours la possibilité que le candidat développe une réflexion autonome. La dissertation consiste dans un premier temps à explorer les enjeux de la question et à en définir soigneusement les contours. Ensuite le candidat doit démontrer quelques idées directrices, de façon à apporter une

réponse à la question du sujet, en s'appuyant sur des références théoriques adéquates et des exemples historiques précis et diversifiés.

Mentionner les opinions d'une collection d'auteurs sans être capable d'expliquer la pensée de ceux-ci n'est pas une façon pertinente de construire l'argumentation attendue. Des transitions rédigées et claires doivent permettre au lecteur de se situer au cours de la démonstration : les candidats qui souhaitent ajouter des titres dans leur copie - ce qui n'est pas demandé - ne doivent pas pour autant oublier de rédiger les transitions nécessaires entre parties et sous parties. La taille des introductions ne doit pas être démesurée, mais le candidat doit définir les termes du sujet pour préciser la problématique de ce dernier : le plan ne doit pas être plaqué, sans qu'une problématique préalable ne soit venue éclairer sa raison d'être. Il conviendra de ne pas négliger la conclusion qui doit à la fois prendre position relativement à la question posée et ouvrir des perspectives.

■ PRINCIPES DE NOTATION

■ SUJET 1

Notes de 0 à 07/20

Réponse inadaptée parce que le candidat ne comprend pas le sens du sujet, ou réponse confuse par défaut de problématique et/ou de plan clair et rigoureux.

- *Non-repérage du sujet avec énoncé de généralités et connaissances nulles ou très faibles : de 0 à 3*
- Défauts de forme : construction et orthographe défailtantes, écriture illisible, nombreuses ratures.
- Incapacité à proposer une problématique ou à se positionner relativement au sujet, absence de plan.
- Le candidat ne cerne pas ce que sont l'industrialisation ni ce qu'est le « développement économique ».
- Il change de sujet et fait une histoire de l'industrialisation sans faire le lien avec le développement économique.
- La copie contient de nombreuses erreurs factuelles grossières.
- Le candidat se contente d'asséner des affirmations et des jugements sans se soucier de donner des arguments pour les justifier, par exemple : « l'industrialisation permet toujours le développement », ou au contraire « elle peut toujours augmenter sans limite. »

Notes de 8 à 14/20

Réponse bien centrée sur les conséquences de l'industrialisation, mais incomplète : arguments théoriques et choix d'exemples limités

- Forme respectée (Introduction, 2 ou 3 parties bien identifiées, conclusion.)
- Le candidat s'interroge correctement sur le rôle de l'industrialisation sur la croissance dans les pays en développement depuis les années 1950, mais ne parle pas du rôle de celle-ci dans le développement des PDEM.
- Le candidat énumère des explications du développement en vrac, sans s'interroger sur leurs interactions avec l'industrialisation, donc sans tenir compte de l'expression « variable clé » qui suppose que les transformations qui permettent le développement doivent être confrontées au rôle de l'industrialisation, pour évaluer le caractère ou non décisif de celle-ci.
- Approche théorique sommaire : par exemple le candidat mentionne des notions telles que le « protectionnisme éducateur », les « industries industrialisantes », la « désindustrialisation », sans les définir de façon précise et exacte.
- Approche historique sommaire : le candidat fait comme si l'industrialisation n'était qu'une extension continue de la division du travail et du machinisme, de type taylorien, sans évoquer les transformations récentes liées à la robotisation et à la programmation informatique dans l'industrie.

Notes au-delà de 15/20

Réponse adaptée, claire, où la réflexion est approfondie et synthétique.

- Propose une analyse très claire et globale.
- La démonstration est rigoureuse ; les transitions sont soignées.
- Les approches théoriques sont riches et bien maîtrisées.
- Le candidat connaît bien les débats théoriques sur les enjeux d'une spécialisation industrielle dans la participation aux échanges internationaux, tout en pensant à les relier à la question du développement, et pas seulement à celle de la croissance.
- Le candidat maîtrise bien les interactions entre progrès de l'industrialisation et gains de productivité.
- Les exemples historiques sont nombreux, bien choisis et précis.
- Le candidat est capable de présenter un tableau précis des conséquences économiques et sociales de l'industrialisation dans les pays développés depuis le début du XIX^e siècle.

- Le candidat fournit des données factuelles précises sur l'évaluation du développement des pays qu'il prend en exemple, et sur l'ampleur de leur industrialisation.

■ SUJET 2

Notes de 0 à 07/20

- *Réponse inadaptée parce que le candidat ne comprend pas le sens du sujet, ou réponse confuse par défaut de problématique et/ou de plan clair et rigoureux.*
- *Non-repérage du sujet avec énoncé de généralités et de connaissances nulles ou très faibles : de 0 à 3*
- Défauts de forme : construction et orthographe défailtantes, écriture illisible, nombreuses ratures.
- Incapacité à proposer une problématique ou à se positionner relativement au sujet, absence de plan. Le candidat change de sujet, et traite par exemple : « un pays doit-il chercher à être compétitif ? »
- La copie contient de nombreuses erreurs factuelles grossières : par exemple, le candidat confond le déficit de la balance des opérations courantes avec d'autres déficits, comme le déficit budgétaire, ou avec la dette des administrations publiques.
- Le candidat se contente d'asséner des affirmations et des jugements sans se soucier de donner des arguments pour les justifier : « un déficit commercial (ou un déficit de la balance des opérations courantes) est nocif » mais le candidat ne donne pas les critères qui lui permettent de définir la nocivité ; ou le candidat affirme que l'état de l'économie est « bon » ou « mauvais » sans expliquer ce qui motive de tels jugements.

Notes de 8 à 14/20

- *Réponse bien centrée sur le sujet mais incomplète : arguments théoriques et choix d'exemples limités*
- Forme respectée (Introduction, 2 ou 3 parties bien identifiées, conclusion).
- Le traitement du sujet posé est restreint : malgré l'adverbe « toujours » qui devait l'inciter à nuancer, le candidat n'envisage qu'une réponse possible (« il faut lutter contre le déficit de la balance des opérations courantes », ou au contraire, plus rarement sans doute, « non il ne faut pas le faire ») sans envisager qu'il puisse y avoir discussion. Comme lors de tous les concours, il

ne s'agit pas ici de contester le choix d'une thèse par le candidat : au contraire, le but du devoir est bien qu'il argumente pour défendre une position, mais il faut qu'il arrive à une conclusion en ayant conscience de la diversité des arguments à prendre en considération.

- *Approche théorique sommaire :*
- Le solde des opérations courantes est assimilé à celui des échanges de biens et de services : le candidat s'interroge correctement sur les raisons de mettre fin à un déficit des opérations courantes, en ayant conscience que cela suppose de freiner les importations de biens et services, ou d'augmenter les exportations, au détriment de la demande intérieure, mais il oublie de prendre en compte les échanges de revenus et les transferts courants, et de se demander s'il est possible de les influencer.
- Le candidat restitue correctement des affirmations d'auteurs, ou de rapports collectifs, mais il manque des précisions dans le développement des arguments explicatifs : par exemple le candidat rappelle que les mercantilistes recommandent qu'un pays ait un excédent commercial pour accumuler de l'or ou de l'argent, mais ne cherche pas à évaluer la pertinence d'une telle accumulation.
- Le candidat parsème sa copie d'inexactitudes sérieuses sur la pensée des auteurs qu'il cite, sans aller jusqu'au contresens complet.
- Le candidat confond l'érudition et la réflexion : un auteur ou un ouvrage sont cités toutes les trois lignes environ, mais le candidat se contente de faire un catalogue sans prendre le temps de développer précisément et correctement l'argumentation de l'auteur mentionné.
- Le candidat fournit des évaluations exactes sur le déficit des transactions courantes de tel ou tel pays, mais il n'explique assez dans quel contexte économique ce déficit s'est produit lorsqu'il évalue les risques que court ce pays du fait de son déficit des transactions courantes (Le pays était-il en phase de croissance ? Était-il fortement endetté ou non ? Sa monnaie inspirait-elle confiance ?)

Notes au-delà de 15/20

Réponse adaptée, claire, où la réflexion est approfondie et synthétique.

- Propose une analyse très claire et globale.
- La démonstration est rigoureuse ; les transitions sont soignées.
- Les approches théoriques sont riches et bien maîtrisées :
- Le candidat connaît précisément différentes composantes du solde de la balance des opérations

courantes, et il comprend bien ce qui peut déterminer chacune de ces composantes.

- Le candidat expose bien les interactions sur les différents soldes que contient la balance des opérations courantes, et les autres soldes de la balance des paiements.
- Le candidat distingue bien l'impact d'un déficit de la balance des opérations courantes en fonction du rôle de la monnaie nationale dans les paiements internationaux.
- Les exemples historiques sont bien choisis et précis : le candidat donne des exemples factuels du montant de déficits des opérations courantes de certains pays, en pensant à préciser la période dont il parle.

■ RAPPORT DE CORRECTION

Parmi les 3 100 candidats, 84 % ont choisi le premier sujet, et seulement 16 % le deuxième. La moyenne des notes obtenues pour le premier sujet est de 10,7 et celle du deuxième sujet est de 10,6 ; la moyenne pour l'ensemble des paquets corrigés est de 10,67.

Le choix massif du premier sujet aurait pu s'interpréter comme la preuve que les candidats n'ont pas oublié de travailler le programme de première année, ce qui est une bonne chose, puisque les sujets portent, et continueront à porter, sur les deux années de programme. Comme les copies sur ce premier sujet ont manqué de précision, l'explication du déséquilibre, serait plutôt un manque de goût pour le deuxième sujet du fait de l'inquiétude des candidats devant un sujet technique, nécessitant une bonne maîtrise des définitions comptables que contient la balance des paiements ; nous devons leur rappeler que la connaissance de telles définitions est indispensable pour savoir de quoi on parle en analyse économique : il convient donc de les apprendre avec sérieux et précision.

12 % des étudiants qui ont choisi le premier sujet ont eu une note inférieure ou égale à 6, et ce fut le cas de presque 16 % des étudiants qui ont choisi le deuxième sujet : de telles performances témoignent d'un niveau de connaissances très faible, accompagné d'une grande pauvreté dans l'argumentation. Le pourcentage un peu plus élevé de copies ratées pour le deuxième sujet donne à penser que malgré le peu d'appétit des candidats pour ce sujet, certains d'entre eux l'ont tout de même retenu sans avoir conscience qu'il requérait d'avoir bien compris ce que mesuraient les différents postes de la balance des paiements. Il est risqué de prendre un sujet que l'on connaît mal lorsqu'on a le choix.

57 % des étudiants qui ont pris le premier sujet ont eu au moins 10, et ce fut le cas de 56 % des étudiants qui ont choisi le deuxième sujet, ce qui montre que la réussite moyenne des candidats ne dépend pas vraiment du sujet retenu.

13,8 % des étudiants qui ont pris le premier sujet ont obtenu plus de 15, ce qui est le cas de 15,1 % des étudiants qui ont pris le deuxième sujet. 9,5 % des candidats qui ont traité le premier sujet ont eu plus de 16, et ce fut le cas de 10,4 % des candidats qui ont pris le second sujet. Les écarts entre ces pourcentages de bonnes copies ne sont pas très grands d'un sujet à l'autre, mais ils semblent montrer que les étudiants qui ont choisi le sujet n° 2 en connaissance de cause pouvaient un peu plus facilement se démarquer pour réussir une excellente copie que ceux qui ont préféré le premier sujet, peut-être car le second sujet était un peu plus technique que le premier. Il était toutefois illusoire d'espérer réussir les deux sujets sans avoir des connaissances théoriques et historiques précises, ni, pour le

premier sujet, sans être capable de bien analyser les propriétés particulières du secteur industriel, ce que les candidats n'ont pas toujours su faire.

■ APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES DES CORRECTEURS

Il est important de rappeler qu'un des principes de base de construction d'une dissertation est de **préciser une problématique en définissant les termes du sujet**. Définir les termes du sujet nécessite d'analyser ceux-ci de manière précise. Souvent les candidats ne s'en acquittent pas correctement.

Pour le premier sujet, les candidats n'ont défini correctement ni l'industrialisation, ni le développement. Lorsqu'ils ont proposé une définition de l'industrialisation, celle-ci a souvent été tautologique : de nombreuses copies se limitaient à la remarque que l'industrialisation était le développement de l'industrie sans se soucier de savoir ce qu'était l'industrie ; ceci interdisait ensuite de définir correctement le sujet puisque la spécificité du secteur industriel n'avait même pas été envisagée.

Les candidats n'ont pas non plus défini le développement correctement, et l'ont souvent confondu avec la croissance. Cela ne leur permettait pas de savoir comment l'industrialisation engendrait le développement, puisqu'ils se contentaient d'affirmer que l'industrialisation provoque une augmentation de la productivité sans se demander si celle-ci suffit à améliorer les conditions d'existence de la plus grande partie de la population. Il leur est arrivé de réciter en introduction, de manière presque automatique, la définition proposée par François Perroux, mais ils ne cherchaient pas toujours à préciser ce qu'elle signifie, et ils ne revenaient plus sur ce qui fait la spécificité du développement dans leur devoir, se contentant d'évoquer la croissance.

Beaucoup de copies se limitaient donc à un survol de l'histoire des révolutions industrielles, mais les candidats ne cherchaient pas à expliquer à quel moment et comment les transformations techniques engendraient du développement : ils n'avaient pas conscience que les liens entre les gains de productivité et le développement n'existent pas automatiquement.

Lorsque les candidats faisaient un exposé descriptif de la révolution industrielle, ils ne songeaient pas toujours à s'interroger sur le rôle de l'industrialisation dans les stratégies de développement. Il aurait fallu penser à aborder dans la copie à la fois la question du développement des pays qui se sont industrialisés depuis le XIX^e siècle, et celle des stratégies de développement des pays qui ont essayé de se développer depuis les années 1950 : la réunion de ces deux thématiques n'a pas été assez fréquente.

Lorsque les candidats ont abordé le cas des pays en développement, ils n'ont pas intégré souvent la diversité des modèles d'industrialisation, mais ils ont plutôt exposé sous forme de catalogue descriptif différentes stratégies de développement, sans discuter spécifiquement du rôle de l'industrie dans ces stratégies.

Certaines copies ont abordé le cas des pays en développement de manière nettement hors sujet, en se lançant dans des considérations à propos des théories et des caractéristiques du commerce international. Il est nécessaire de rappeler aux candidats que réussir une dissertation consiste à argumenter en fonction du sujet proposé, et non pas à placer les connaissances qu'ils ont le mieux retenues pendant l'année.

Une autre forme de hors sujet, a consisté à traiter de la désindustrialisation de façon très descriptive, sans relier la question de la désindustrialisation aux possibilités pour les pays développés de maintenir leur niveau de développement.

Ces défauts, assez fréquents dans les copies, venaient peut-être du fait que les candidats avaient choisi le premier sujet par défaut, faute d'oser affronter la technicité du sujet sur la balance des paiements courants, et sans se souvenir suffisamment bien de leur cours de première année. Nous leur recommandons donc pour l'avenir de réviser de manière équilibrée le cours de première comme deuxième année, et de se soucier d'abord de bien définir le sujet à traiter et de construire une argumentation plutôt que de citer des auteurs de façon imprécise.

Pour le deuxième sujet, comme pour le premier, il manquait souvent dans les copies une définition précise des termes du sujet, ici de ce qu'enregistre la balance des opérations courantes. Rappelons qu'il semble hasardeux aux correcteurs de prendre un sujet dont on ne connaît pas bien le sens, lorsqu'on a le choix. Certains candidats ont confondu le solde de la balance des opérations courantes, et le solde budgétaire, ce qui était une assimilation très fâcheuse.

Très souvent les candidats ont limité le sujet à l'analyse de la balance commerciale, en oubliant de tenir compte des échanges internationaux de revenus et des transferts.

L'interprétation du solde des transactions courantes n'est pas vraiment traitée, ou reste superficielle, même pour le seul solde commercial : ainsi beaucoup de candidats ignorent que les phases de croissance forte d'un pays comme la France ont pu se traduire par une dégradation initiale de la balance en raison de l'importation de biens d'équipements, et que ces mécanismes ont aussi joué dans les Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie pendant les années 1990.

Les candidats ont le plus souvent évoqué la notion de compétitivité, mais ne se sont pas intéressés au cœur du sujet, c'est-à-dire aux problèmes de financement : la question du besoin de financement d'un pays vis-à-vis du reste du monde, et des façons de combler ce besoin a rarement été abordée. Peu de candidats se sont intéressés au risque de crise de financement à la suite d'accumulation de déficits des opérations courantes, en illustrant ce risque par des exemples historiques précis.

Beaucoup de copies comportaient donc des lacunes importantes : par exemple les candidats n'ont pas envisagé les liens qui peuvent exister entre le solde des opérations courantes et le taux de change, et ils ne se sont pas interrogés sur les mécanismes éventuels de rééquilibrage de la balance des opérations courantes. Les implications de la lutte contre le déficit des opérations courantes ne sont donc pas bien maîtrisées : les candidats ne s'interrogent pas toujours assez systématiquement sur l'évolution de la demande intérieure que cela induit, pas plus qu'ils n'analysent les conséquences d'une variation du taux de change sur le pouvoir d'achat dans le territoire national.

■ ERREURS À ÉVITER

La plupart des copies sont écrites de façon très lisible, mais lorsque l'écriture d'un candidat est difficile à déchiffrer ou que la présentation est très peu soignée, la note risque de baisser en proportion de la pénibilité de la lecture.

Il faut relire sa copie pour éliminer les fautes d'orthographe et de syntaxe, y compris les fautes d'orthographe sur le nom des auteurs qui sont d'autant plus surprenantes que l'auteur est plus célèbre. L'orthographe ne donne pas lieu à un barème explicite mais les fautes nombreuses sont pénalisantes. Il en est de même des erreurs typographiques.

Il ne faut pas confondre érudition et argumentation : cette dernière suppose que les candidats expliquent les notions qu'ils mentionnent, ainsi que les arguments des auteurs qu'ils citent. Par exemple des copies mentionnent Akamatsu et le vol d'oies sauvages, sans préciser ce que signifie la métaphore du vol d'oies sauvages proposé par cet auteur. Non seulement ce genre de citation n'apporte rien, mais cela peut même devenir agaçant lorsque le candidat multiplie les allusions non expliquées ; par exemple, dans certains cas les candidats mentionnent des stratégies de développement, non seulement sans donner la moindre explication sur leur contenu, mais même en se contentant de proposer un sigle qui n'a rien d'officiel et qui persuade le lecteur qu'ils n'ont pas retenu l'appellation complète de ladite stratégie.

Il faudrait que les candidats s'efforcent d'éviter de citer les auteurs de façon inexacte, ou de faire des erreurs factuelles : relire la copie permettrait sans doute de rectifier certaines ; apprendre soigneusement son cours les éliminerait à coup sûr.

Il faut travailler les transitions entre les sous-parties pour qu'elles mettent en évidence la cohérence de l'argumentation, qu'elles montrent la nécessité de passer d'un thème à un autre, au lieu d'être plaquées artificiellement (pire, il arrive qu'il n'y ait pas de transition du tout, ce qui est encore plus pénalisant.)

Il faut apprendre les définitions de comptabilité, et d'analyse économique, et les manier de façon précise, et exacte : confondre le déficit commercial et le déficit public, ou le besoin de financement extérieur et la dette publique n'est pas acceptable.

Les expressions hyperboliques ne sont pas justifiées, et leur caractère excessif conduit souvent les candidats à écrire une inexactitude.

Les candidats doivent apprendre à mieux tenir compte des exigences de la chronologie : ils passent parfois d'une période à l'autre trop brusquement, et font des allers-retours maladroits entre les époques. De plus le bornage chronologique qu'ils retiennent dans leurs copies est souvent arbitraire, et parfois inexact.

Il ne faut pas confondre décrire et expliquer : par exemple décrire l'augmentation de la production industrielle n'est pas expliquer comment le processus d'industrialisation influence le développement ; réciter les causes du développement n'est pas se demander si l'industrialisation est la clé de celui-ci.

■ LES BONNES IDÉES DES CANDIDATS

Certains candidats mettent en valeur leurs références en inscrivant **en lettres capitales les noms des auteurs et en soulignant** (comme cela devrait être le cas) les titres des ouvrages cités.

Les bonnes copies ont structuré l'argumentation et illustré chaque argument par un ou deux exemples historiques ou actuels (sans pour autant sauter brutalement d'une période à une autre très éloignée en exposant les exemples.) Par exemple, pour le sujet 1, la question de la qualité des institutions est souvent mentionnée comme élément important du développement. Les bonnes copies parviennent à montrer que les effets de l'industrialisation sur le développement économique dépendent des institutions en place en s'appuyant sur des exemples particuliers de pays.

Pour le sujet 1, les candidats capables de reprendre les argumentations d'auteurs aussi différents que G. Destanne de Bernis, F. Perroux, A. Hirschman, P. Rosenstein-Rodan, les auteurs de la CEPAL, sont très peu nombreux et ceux qui l'ont bien fait et ont été capables d'analyser réussites et échecs obtiennent des notes satisfaisantes. Pour le sujet 1, certains candidats ont été capables de montrer que le choix du modèle d'Akamatsu par un nombre croissant de pays en développement induit une forte concurrence, et donc une moindre capacité de ce modèle à porter ses fruits.

Les candidats ont souvent interrogé le rôle de l'industrialisation tant pour initier le processus de développement que pour l'entretenir dans le temps. Les bonnes copies interrogent ainsi avec pertinence la question de la soutenabilité du développement.

Pour le sujet 2, les copies qui mentionnent qu'un solde extérieur positif peut être le résultat de l'appauvrissement de la population et de la perte de pouvoir d'achat de la monnaie nationale sont peu nombreuses, et pourtant ce genre de remarques montrait que le candidat ne s'en tenait pas à une analyse superficielle des effets supposés d'un déficit commercial sur l'emploi.

ÉLÉMENTS DE CORRECTION

■ SUJET 1

Il s'agit d'un sujet large qui porte certes principalement sur le programme de première année mais qui doit permettre aux étudiants de mobiliser à la fois des connaissances théoriques et factuelles denses.

Selon quelles modalités, à quelles conditions l'industrialisation peut-elle contribuer au développement ? Il convient déjà que les candidats cernent ce qu'est le développement économique, en le distinguant de la croissance (dimension qualitative et non seulement quantitative ; approche de moyen et de long terme). Le terme « clé » suppose que l'on mette en évidence qu'il existe **différentes sources au développement** et que le processus d'industrialisation ne suffit pas. Le plan chronologique est possible mais pas nécessairement souhaitable car il risque de transformer le sujet en fresque historique. Les bonnes et très bonnes copies privilégieront la mise en évidence de mécanismes et, a priori, ne manqueront pas de matériaux pour les illustrer, à la fois en ce qui concerne les pays anciennement industrialisés et les pays en développement. Le cadre spatio-temporel est donc large.

Lors de la définition des termes du sujet, les candidats devront rappeler ce qu'est l'industrie, c'est-à-dire les activités de transformation de biens matériels, et montrer qu'ils ont conscience que l'industrialisation implique le développement de cette activité grâce à des gains de productivité qui s'accompagnent d'une production à grande échelle. Ils auront à se demander si l'industrialisation réside d'abord dans un poids croissant de la mobilisation des facteurs de production dans l'industrie, accompagné d'un recul relatif de leur utilisation dans le secteur agricole (ce qu'elle fut au XIX^e siècle en Grande-Bretagne, ou ce qu'elle a été récemment en Chine par exemple), ou si l'industrialisation est repérable principalement par l'augmentation de la production industrielle dans l'ensemble de la production : la main-d'œuvre travaillant dans l'industrie peut diminuer en part relative, et même dans l'absolu, tandis que le montant et la part de la production industrielle s'accroissent sous l'effet des gains de productivité dans l'industrie. Selon la seconde acception, l'industrialisation serait définie essentiellement comme la capacité à entretenir les gains de productivité et à maîtriser des innovations dans la production des biens matériels, voire même, comme la capacité à rationaliser les techniques de production à l'image de celles de l'industrie, dans l'ensemble des activités économiques.

Une définition du développement économique doit également être proposée dès l'introduction, et chercher à préciser cette définition doit amener les candidats à formuler la problématique. La définition du développement proposée par Perroux en 1961 est célèbre, et sans

doute connue des candidats : « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement son produit réel et global. » Selon une perspective plus récente, le développement peut également être défini comme l'amélioration des conditions de vie, ou du bien-être de l'ensemble d'une population, et l'augmentation des productions est bien une condition nécessaire, sans être toutefois suffisante de ce développement. Les candidats peuvent aussi rappeler que les critères d'évaluation du développement sont nombreux (de l'Indice de Développement Humain, qu'il serait bon de définir s'il est mentionné, à des indicateurs d'inégalités, ou à des mesures de satisfaction de besoins et de droits humains fondamentaux). Le développement est bien sûr un processus de transformation et d'amélioration des conditions de vie, mais les candidats peuvent et doivent s'inquiéter aussi bien du rôle que l'industrialisation peut jouer dans le lancement de ce processus, que dans la persistance de celui-ci ; parmi les questions à aborder, il faudrait donc poser la suivante : un pays peut-il entretenir un niveau élevé de développement, et améliorer celui-ci sans prolonger son processus d'industrialisation ?

Et même si le sujet ne parle pas de développement durable, la question de la possibilité de transformations des ressources naturelles non renouvelables mérite d'être posée : les candidats peuvent se demander comment prolonger le développement sans freiner les externalités négatives qu'engendrent les activités industrielles, et donc s'interroger sur la soutenabilité de la poursuite des activités industrielles sans provoquer de dégradations environnementales néfastes au maintien des niveaux de vie des populations concernées par ces dégradations. Cela ne doit pas interdire aux candidats de suggérer que c'est sans doute de l'essor de nouvelles techniques de production industrielles que peut émerger un mode de production compatible avec un développement durable, et donc, qu'en ce sens, l'industrialisation porte en elle la solution aux nuisances qu'elle engendre.

Cela devrait conduire les candidats à montrer que l'industrialisation, et les gains de productivité qui l'accompagnent, sont bien un élément nécessaire du développement, mais ils peuvent considérer qu'ils n'en sont pas nécessairement LA (seule) clé, ni pour passer du stade de la croissance à celui du développement, ni pour entretenir durablement le développement.

Si les candidats souhaitent aborder le sujet selon une perspective historique, ils peuvent tout d'abord rappeler que la Révolution industrielle britannique ne s'est pas immédiatement accompagnée pour l'ensemble de la population d'amélioration des conditions de vie : le sujet appelle donc une interrogation sur les conséquences sociales de l'industrialisation : à quel moment, et grâce à quelles

transformations institutionnelles, la croissance engendrée par l'industrialisation se transforme-t-elle en développement ? Est-ce le processus d'industrialisation en lui-même qui engendre la nécessité pour écouler la production de masse qu'il fournit, de généraliser l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population ? Ou faut-il des transformations institutionnelles exogènes à ce processus d'industrialisation, provoquées par des réformes politiques, et peut-être des événements historiques brutaux tels que les guerres, ou les crises sociales et politiques, pour mettre en place une répartition des richesses produites favorable au développement ? Comme tous les ans, le jury ne jugera pas de la pertinence du devoir en fonction des opinions des candidats : ce qui importe c'est que les candidats aient conscience de l'existence de ce questionnement, et qu'ils cherchent à y répondre en s'appuyant sur des arguments et sur des données factuelles précises.

L'industrialisation suppose évidemment un essor du secteur industriel, mais celui-ci pourrait avoir lieu dans le pays qui se développe, ou bien permettre le développement de pays qui importeraient des biens industriels en étant spécialisés dans d'autres secteurs d'activité. Les candidats peuvent s'interroger sur les conséquences de la mondialisation sur la localisation des activités industrielles et peuvent se demander s'il est envisageable qu'un pays se spécialise dans des activités majoritairement non industrielles tout en se développant, et réciproquement si la maîtrise d'activités industrielles a conduit les pays en retard à assurer automatiquement leur développement.

Aborder ces deux questions nécessite de conjuguer les connaissances historiques et les débats théoriques sur ces questions. Tous les candidats devraient connaître les thèses de Friedrich List sur la nécessité de protéger les industries naissantes (ils pourraient même remonter à Alexander Hamilton, ou mentionner également John Stuart Mill) ; compte tenu du sujet, il ne fallait pas qu'ils se contentent de mentionner la recommandation d'adopter un protectionnisme éducatif pour les pays qui lançaient leur industrialisation au XIX^e siècle à la suite de la Grande-Bretagne. La question ne portait pas sur la pertinence du protectionnisme ; il fallait que les candidats se demandent pourquoi il semblait aller de soi que les pays devaient posséder la maîtrise d'industries pour bénéficier de croissance économique. Une interrogation sur le rôle de l'industrie dans l'insertion dans les échanges internationaux pouvait être pertinente : les exemples de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, au début du XX^e siècle, sont souvent cités pour signaler qu'une spécialisation industrielle n'était pas indispensable pour bénéficier d'une insertion dans le commerce international compatible avec un début de développement, sachant que ces pays disposaient d'une industrie pour satisfaire leurs

demandes nationales, donc qu'ils avaient connu une industrialisation. Pour la période contemporaine, les étudiants sont invités à s'interroger sur les perspectives de développement de pays dont l'insertion dans la mondialisation ne dépend pas toujours de l'essor de leur secteur industriel. Si la Chine est devenue le premier producteur industriel mondial, l'Inde a choisi une spécialisation plutôt dans les services, tandis que le continent africain reste tributaire de la production de matières premières (il serait souhaitable que les candidats aient conscience de la tendance à l'amélioration des termes de l'échange de ces dernières depuis une quarantaine d'années, même si cette tendance est associée à une forte volatilité, préjudiciable au développement).

La question des liens entre industrialisation et développement a sans doute été principalement débattue dans le cadre des discussions sur les possibilités des pays pauvres d'accumuler du capital et de maîtriser des activités porteuses de gains de productivité, face à la domination commerciale des pays déjà industrialisés : les copies devaient donc contenir sur une réflexion sur le rôle de l'industrialisation dans les stratégies de développement, que les étudiants ont abordées en première année. Certains candidats auront peut-être eu connaissance des débats sur la nécessité d'accélérer le rythme de l'industrialisation pour accélérer le développement dans les pays communistes, dont les exemples les plus faciles à présenter sont sans doute le cas soviétique de la fin des années 1920, ou celui de l'Algérie dès 1963, avant que l'échec avéré de ces expériences n'amène à considérer que le développement ne pouvait pas se réaliser si l'agriculture était sacrifiée à l'industrialisation. Plus généralement tout le chapitre sur les stratégies de développement amène les étudiants à discuter de l'opportunité pour un pays pauvre de chercher à accélérer son industrialisation pour assurer son décollage économique, et son rattrapage du niveau de vie des pays développés. Les étudiants connaissent sans doute, pour les meilleurs d'entre eux, les oppositions entre les modèles de croissance déséquilibrée recommandée par Alfred Hirschman ou François Perroux par exemple, pour accélérer ensuite le déploiement de pôles de croissance, et les modèles de croissance équilibrée (dont le modèle de Lewis) où les différents secteurs d'activité progressent de concert, sans tensions inflationnistes.

La plupart des étudiants devraient être capables d'analyser les stratégies de développement par industries industrialisantes (exemple de l'Algérie), par industrialisation avec substitutions d'importations (exemple du Brésil) et par industrialisation par substitutions d'exportations (Dragons et Tigres d'Asie, Chine...). Ils devraient aussi pouvoir montrer que les stratégies d'industrialisation progressive, de type par exemple « remontées de filières », avec extension des méthodes productives industrielles à des secteurs de plus en plus complexes et de plus et plus variés, ont été nécessaires

pour que la croissance engendrée par les productions industrielles permette un développement. Cela suppose donc du temps (plusieurs décennies) et un volontarisme politique dans la durée ; certaines stratégies s'avérant plus crédibles que d'autres. Il était ainsi pertinent de souligner que le rôle de l'industrialisation dans le développement de tel ou tel pays a été tributaire des transformations des institutions, c'est-à-dire de transformations des contraintes établies par les hommes qui structurent les relations humaines : les résultats inégaux en matière de développement des différentes stratégies d'industrialisation amènent à conclure que l'industrialisation à elle seule n'est donc pas la clé du développement.

Il fallait également se demander si l'industrialisation, au-delà de l'accroissement de la production qu'elle apporte, a une influence sur d'autres critères de développement, comme la réduction des inégalités, et il fallait rappeler que les travaux de Simon Kuznets de 1953¹ ont montré que les indicateurs d'inégalités avaient augmenté avec les débuts de l'industrialisation. Les travaux de Kuznets étaient une référence importante pour le sujet, puisque Kuznets considérait que c'est la poursuite de l'industrialisation qui avait spontanément fait baisser l'intensité des inégalités, et donc contribué au développement, alors qu'une minorité de la population avait bénéficié de richesses créées par la première phase d'industrialisation. Comme une fraction de plus en plus grande de la population participe à la production industrielle, et donc peut être peu à peu rémunérée en fonction de sa productivité (élevée dans le secteur industriel), cela réduit les inégalités (courbe en cloche). Les meilleurs étudiants pourraient faire un parallèle entre les explications de Kuznets et le modèle de développement d'Arthur Lewis de 1954² où le développement dépend du passage de la main-d'œuvre d'un secteur agricole supposé archaïque à un secteur industriel où les gains de productivité permettraient d'améliorer les salaires de l'ensemble de la population qui y participait. Mais tous les étudiants doivent aussi être capables de signaler que le caractère automatique de la réduction des inégalités au-delà d'un certain seuil d'industrialisation ne paraît désormais plus convaincant à des économistes comme Amartya Sen, Joseph Stiglitz ou Thomas Piketty.

Même s'il est difficile de préciser quel rôle joue l'industrialisation (ou la désindustrialisation ?) dans cette évolution, les étudiants pourraient indiquer que les progrès technologiques récents dans l'industrie, et dans l'ensemble des activités économiques, ont sans doute contribué à accentuer la polarisation des emplois dans les pays déjà développés, si bien que l'industrialisation pourrait

¹ *Shares of upper Income Groups un Income and Saving*, NBER

² *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*

désormais provoquer une baisse de la part des emplois intermédiaires et une régression de la part des revenus attribuée aux classes moyennes, si bien que le maintien du niveau de vie d'une grande partie de la population des pays développés devrait dépendre davantage de politiques redistributives que du partage des revenus primaires résultant de l'industrialisation actuelle.

L'expression « industrialisation » dans le cadre des pays industrialisés mériterait d'ailleurs d'être discutée par les candidats, car au sens strict, il y a plutôt un recul de la part des produits industriels dans le PIB des pays développés depuis au moins une trentaine d'années, voire une quarantaine pour certains : le sujet ne portait pas sur la désindustrialisation, et il ne fallait donc pas centrer le devoir sur ce thème, mais les candidats pouvaient se demander si ce recul était compatible avec le prolongement du développement de ces pays ; ils pouvaient faire simplement remarquer que le maintien d'activités industrielles apparaissait aujourd'hui davantage nécessaire à l'équilibre commercial, et donc à la préservation du niveau d'importations nécessaires au maintien du niveau de vie d'un pays développés, que ce n'était le cas dans les années 1990 où l'essor des services paraissait permettre tout à la fois d'entretenir les gains de productivité, d'assurer une insertion équilibrée dans les échanges internationaux et de réduire les nuisances environnementales dans les pays anciennement industrialisés. Comme la part des services dans les échanges internationaux semble ne connaître qu'une croissance asymptotique, et comme la production de services à fort potentiel productif dépend de la dotation en équipements industriels, l'industrialisation au sens de la capacité à engendrer des gains de productivité dans le secteur industriel semble rester une condition du développement.

■ SUJET 2

Ce sujet nécessitera de la part des candidats **une bonne connaissance du contenu de la balance des paiements**, mais aussi une bonne capacité à réfléchir sur la manière dont les pays comblent leurs besoins de financement.

Comme toujours l'introduction devrait proposer une définition du solde des opérations courantes, qui correspond au solde de l'ensemble des échanges de marchandises et de services, et des flux de revenus et de transferts courants entre un pays et le reste du monde. Comme le solde des transactions commerciales, de marchandises ou de services est souvent déterminant pour définir le signe du solde de l'ensemble des opérations courantes, les candidats devront bien sûr évoquer les enjeux d'un déficit

commercial (marchandises et services réunis) mais ils ne doivent pas perdre de vue que le libellé du sujet porte sur l'ensemble des opérations courantes, et concerne donc la dépendance extérieure en matière de financement d'un pays. Si les candidats peuvent donc évoquer les problèmes d'emplois d'un pays dont le déficit des opérations courantes se creuserait sous l'effet d'une perte de compétitivité de ses entreprises, ils doivent aussi et surtout discuter des possibilités d'un pays de continuer à disposer d'un financement net positif en provenance du reste du monde.

Les candidats qui apprécient la comptabilité peuvent rappeler que le solde des opérations courantes est égal à $(S - I) + (T - G)$ où S est l'épargne privée intérieure, I l'investissement privé intérieur, T l'ensemble des prélèvements obligatoires et G l'ensemble des dépenses publiques. Cela permet de mieux souligner qu'un solde négatif des opérations courantes est dû à un excès de dépenses par rapport à l'épargne ou aux prélèvements obligatoires disponibles. Les candidats pourraient même évoquer avec pertinence la notion de « déficits jumeaux » à propos du déficit public et du déficit de la balance courante lorsque l'épargne intérieure et les investissements intérieurs privés sont à peu près équilibrés.

Le principal enjeu du sujet est de savoir jusqu'où un pays peut convaincre des agents économiques du reste du monde de continuer à placer leur argent sur son territoire sans subir de crise de financement, c'est-à-dire d'interruption brutale de ces placements provenant du reste du monde. Une partie importante du devoir consistait donc à essayer de préciser dans quelles circonstances les pays dépendants d'un financement net extérieur s'exposaient à des crises financières.

Il n'est toutefois pas illégitime de dire que la préoccupation des pays à l'égard de leur solde des transactions courantes est souvent liée à une préoccupation concernant le déficit de leur commerce extérieur (biens et services réunis) perçu comme le symptôme d'une perte de compétitivité des activités productives nationales, qui risquerait d'engendrer du chômage. Il importe que les candidats distinguent un déficit de la balance des biens et services provoqués par une érosion des débouchés extérieurs et intérieurs pour leurs producteurs nationaux (qui peut sans doute faire craindre pour les perspectives de croissance et de créations d'emplois du pays), et un déficit engendré par une croissance rapide où l'excédent d'importations proviendrait d'une forte progression de la demande, y compris de la demande d'investissements, ce qui est compatible avec le plein-emploi, et aussi, en principe, avec le maintien de la croissance à moyen terme, les investissements pouvant faire passer d'une croissance extensive à une croissance intensive ; les pays d'Asie du Sud-Est frappés par une crise de financement à partir de juillet 1997 semblaient présenter des caractéristiques analogues à celles de ce second scénario, d'après les observations de Joseph Stiglitz publiées dans La grande désillusion

(2002). Si la Thaïlande, puis la Corée du Sud et la plupart des pays d'Asie du Sud-Est ont été exposés à une crise de financement qui les a obligés à remonter fortement leurs taux d'intérêt pour trouver des capitaux, et mettre fin à la perte de valeur de leurs monnaies sur les marchés monétaires internationaux, c'est bien du fait du déficit de leur solde des opérations courantes qui les rendait tributaires des marchés financiers internationaux, et c'est aussi car les financements reçus étaient principalement accordés à court terme, ce qui exposait ces pays à des chocs extérieurs.

Ce genre d'exemple devrait donc permettre aux candidats d'établir qu'un déficit des opérations courantes peut se révéler plus ou moins risqué en fonction de la nature des financements qu'un pays est capable d'obtenir sur les marchés internationaux. Et plus la croissance d'un pays est récente, moins les institutions financières offrent de garanties claires aux marchés financiers internationaux, et plus un déficit de la balance des opérations courantes risque de se transformer en crise de financement sérieuse en cas de difficultés de paiement de certains agents économiques nationaux. Les candidats peuvent être amenés à ce propos à montrer qu'une crise de liquidité, peut se transformer en crise de solvabilité, si le refus d'assurer le financement de la part du reste du monde oblige le pays soumis à une crise à souscrire des emprunts à des taux d'intérêt extrêmement élevés ; ce genre de propos nécessite bien sûr la définition des deux types de crises, celle de liquidité et celle de solvabilité.

Il peut toutefois exister des critères d'évaluation plus objectifs des crises de financement auxquelles expose un déficit des opérations courantes. Les candidats pouvaient s'appuyer aussi bien sur des théories du change ou de l'endettement, que sur des exemples historiques pour en discuter.

Les candidats peuvent par exemple recourir aux analyses de Charles Kindleberger qui considérait qu'il était normal pour un pays pauvre, au moment de son décollage économique, d'avoir un déficit des transactions courantes, car son épargne intérieure n'est pas suffisante pour financer toutes ses dépenses d'une part, et d'autre part car il doit effectuer de nombreuses importations pour se procurer des biens d'équipement et biens intermédiaires nécessaires à son développement, qu'il n'est pas encore capable de produire lui-même. Toutefois si les investissements réalisés sont efficaces, le pays doit engendrer suffisamment de croissance pour passer du stade d'emprunteur net, avec déficit commercial, à un stade où ses excédents commerciaux devraient apporter des recettes pour lui permettre de se désendetter : le pays pourrait rééquilibrer ainsi sa balance des opérations courantes, non seulement grâce au commerce de biens et de services, mais aussi car il aura moins de revenus du capital à verser au reste du monde.

C'est donc la persistance dans le temps d'un déficit des opérations courantes qui interdirait à un pays en développement de devenir de moins en moins dépendant du reste du monde dans son

financement, ce qui risque de déclencher une crise de confiance des marchés financiers à l'égard de ce pays.

Les candidats férus d'histoire devraient se rappeler qu'après la Seconde Guerre mondiale les pays en retard de développement, y compris le Japon ou même les pays d'Europe de l'Ouest par rapport aux États-Unis, ont longtemps redouté de creuser le déficit de leurs transactions courantes de peur d'offrir aux pays excédentaires la possibilité d'acquérir trop d'actifs productifs sur leur territoire, au détriment de leur autonomie politique nationale ; la période de Bretton Woods fut ainsi caractérisée par un contrôle des changes et une reprise tardive des flux d'IDE, qui ne provenaient guère que des États-Unis dans la décennie 1960. Le refus d'une telle dépendance a motivé le choix des pays en développement de recourir aux emprunts internationaux tout en contrôlant les échanges internationaux de capitaux, pour faire face aux déficits de leurs opérations courantes, mais cela ne les a pas mis à l'abri de graves crises de financement (dans les années 1930 pour les pays d'Amérique latine ou en 1982, à la suite du Mexique, pour la plupart des pays en développement) liées aux insuffisances de leurs recettes d'exportation, et à leur incapacité d'assumer le service de leur dette extérieure. Les étudiants pouvaient souligner que c'est l'incapacité des pays en crise à lever des emprunts internationaux qui les ont alors amenés à commencer à céder un certain d'actifs productifs, pour se désendetter, notamment à partir du plan Brady de 1989 : la crise de financement international due à l'incapacité de redresser les soldes des transactions courantes, a donc précipité les cessions d'actifs productifs, sans laisser véritablement le choix aux pays concernés. Les meilleurs candidats devraient être capables de montrer que les causes des déficits des opérations courantes se trouvaient en 1982 dans les caractéristiques structurelles des économies (dont les tendances à l'excès de création monétaire inflationniste, à l'incapacité de maîtriser les déficits publics et aux surinvestissements).

Les candidats doivent toutefois avoir conscience que lutter contre le déficit de la balance des opérations courantes oblige le pays soit à restreindre ses importations, soit à exporter une part croissante de sa production, ce qui se fait au détriment de sa demande intérieure. Si pour lutter contre son déficit des opérations courantes le pays pratique une politique de rigueur qui restreint trop cette demande, et s'il restreint également trop ses investissements qui sont nécessaires à sa production future, il risque de manquer de ressources productives pour entretenir sa croissance, il ne pourra pas non plus maintenir longtemps ses capacités exportatrices.

De même si un pays lutte contre son déficit des opérations courantes en adoptant sans concertation des mesures protectionnistes, il peut peut-être redresser sa balance courante, et se protéger d'une crise de financement, mais transférer ses déséquilibres dans d'autres pays et

provoquer de la récession par pertes de débouchés extérieurs pour les autres pays : les années 1930 donnent des exemples successifs de tels scénarios avec les politiques de « Beggar-thy-neighbour » initiées par le tarif Hawley-Smoot des États-Unis en juin 1930.

Les candidats peuvent également se demander si un pays doit lutter contre le déficit des transactions courantes en recourant à une dévaluation monétaire, ou en laissant se déprécier la monnaie nationale : une dévaluation devrait réduire un éventuel déficit commercial, et les meilleurs candidats ont pu préciser que cela n'est vrai qu'à condition que soient remplies les conditions de Marshall et Lerner. En revanche, les candidats doivent garder présent à l'esprit que la dévaluation devrait renchérir le coût des revenus du capital dus au reste du monde, ce qui contribue plutôt à accentuer le déficit des opérations courantes, en augmentant le déficit du solde des revenus des facteurs de production. Les candidats peuvent signaler que ce raisonnement peut s'appliquer également dans le cas d'une dépréciation en système de changes flexibles, avec le risque que la dépréciation monétaire soit difficile à maîtriser dans ce cas.

La perte de valeur de la monnaie plutôt que d'être présentée comme un moyen de lutter contre le déficit de la balance des opérations courantes pourrait aussi être présentée comme la raison de lutter contre le déficit des transactions courantes avant de devoir en arriver à cette perte de valeur, qui fait perdre du pouvoir d'achat international à la monnaie d'un territoire. Ainsi des références aux théories des points de sortie d'or (des propos de David Hume ou David Ricardo aux recommandations du rapport Cunliffe de 1919) permettaient d'expliquer que le risque encouru du fait d'un déficit des opérations courantes (ou plutôt, pour reprendre les expressions adaptées au XIX^e siècle des soldes des échanges de marchandises et des invisibles réunis) était une sortie de l'or en réserve, qui entraînait une perte de valeur de la monnaie nationale, et donc une perte de son pouvoir d'achat international. Il importait toutefois que les candidats aient conscience que ce risque de dévaluation n'était pas effectif au XIX^e siècle dans le cas de la Grande-Bretagne, dont la politique d'augmentation de l'escompte permettait d'attirer les capitaux internationaux en cas de début de sorties d'or provoquées par le déficit des transactions courantes : ces précisions historiques pouvaient permettre d'exposer la situation particulière d'un pays que sa puissance productive et sa stabilité monétaire ont doté d'une monnaie acceptée mondialement comme monnaie de réserve : l'attractivité de ses placements financiers peut le dispenser de s'inquiéter fortement du déficit de ses opérations courantes.

De telles considérations pourraient être complétées par la présentation de la notion de « déficit sans pleurs » exposée par Jacques Rueff à propos du dollar dans le système de Bretton Woods, à condition que les étudiants précisent qu'il s'agissait du déficit de la balance globale, transfert de capitaux de long terme inclus, puisque la balance des opérations courantes américaine était alors équilibrée. Toutefois la facilité de financement dont disposent les États-Unis depuis la fin du système de Bretton Woods s'est prolongée après la fin du système de changes fixes, et ce alors même que les déficits des opérations courantes des États-Unis atteignaient des montants inédits : les candidats pouvaient donc montrer que les États-Unis n'ont pas véritablement à lutter contre le déficit de leurs opérations courantes puisque les marchés financiers mondiaux leur assurent un financement presque sans restriction, avec toutefois des périodes de fléchissement de la valeur du dollar, mais qui n'affecte que modérément le pouvoir d'achat international des résidents aux États-Unis puisque l'essentiel de leurs transactions internationales se règlent en dollars. L'analyse de la situation particulière d'un pays qui dispose d'une « monnaie mondiale », ou du moins d'une monnaie utilisée à une échelle internationale bien plus large que son territoire national - et qui de ce fait peut ne guère se soucier de son déficit des opérations courantes - faisait donc également partie du sujet.

Les thèmes à aborder pour traiter la question du sujet étaient donc vastes, même si le sujet portait fondamentalement sur le programme de deuxième année. S'il n'était sans doute pas possible qu'un candidat couvrît tous les aspects possibles du sujet, tous les candidats pouvaient trouver de la matière pour traiter le sujet ; mais le degré de précision de leurs références historiques et de leurs explications permettaient de départager les copies.

■ PLANS ENVISAGEABLES

■ SUJET 1

Une première possibilité basique, adoptable faute de mieux, a été fréquemment retenue :

- 1) L'industrialisation est nécessaire à l'accroissement des richesses qui est nécessaire au développement ;*
- 2) mais elle doit être accompagnée d'autres facteurs pour véritablement engendrer du développement et pas seulement de la croissance.*

Elle était acceptable à condition de montrer en deuxième partie comment les autres facteurs, et plus précisément les institutions et les interventions étatiques accompagnaient l'industrialisation dans ses effets bénéfiques pour le développement, sans perdre de vue le rôle de l'industrialisation.

Le plan précédent gagnait beaucoup à être décliné en trois parties, ce qui rendait le propos plus précis :

- 1) L'industrialisation est un moteur indispensable de l'accroissement de richesse ;*
- 2) cependant cet accroissement de la quantité de richesse ne permet pas nécessairement un véritable développement économique ;*
- 3) mais l'industrialisation est nécessaire pour engendrer les solutions techniques aux nuisances environnementales qu'elle provoque et qui ne sont pas compatibles à terme avec le développement.*

■ **SUJET 2**

Un plan d'allure dialectique pouvait faire bonne impression :

- 1) Il faut lutter contre le déficit des opérations courantes pour éviter les crises de financement ;*
- 2) cependant une telle intervention n'est pas toujours souhaitable car elle pèse sur la demande intérieure et le potentiel de croissance ;*
- 3) et une telle intervention ne s'impose pas de la même façon à tous les pays puisqu'elle dépend du caractère international de leur monnaie et de leur réputation financière.*

Une variante du plan précédent pouvait se présenter ainsi :

- 1) Rappel des arguments mercantilistes en faveur d'un excédent du solde des paiements courants ;*
- 2) mais chercher à combler un déficit des opérations courantes peut se révéler un frein pour la croissance intérieure ;*
- 3) le déficit courant peut provenir d'une stratégie de développement et rester momentanément acceptable.*